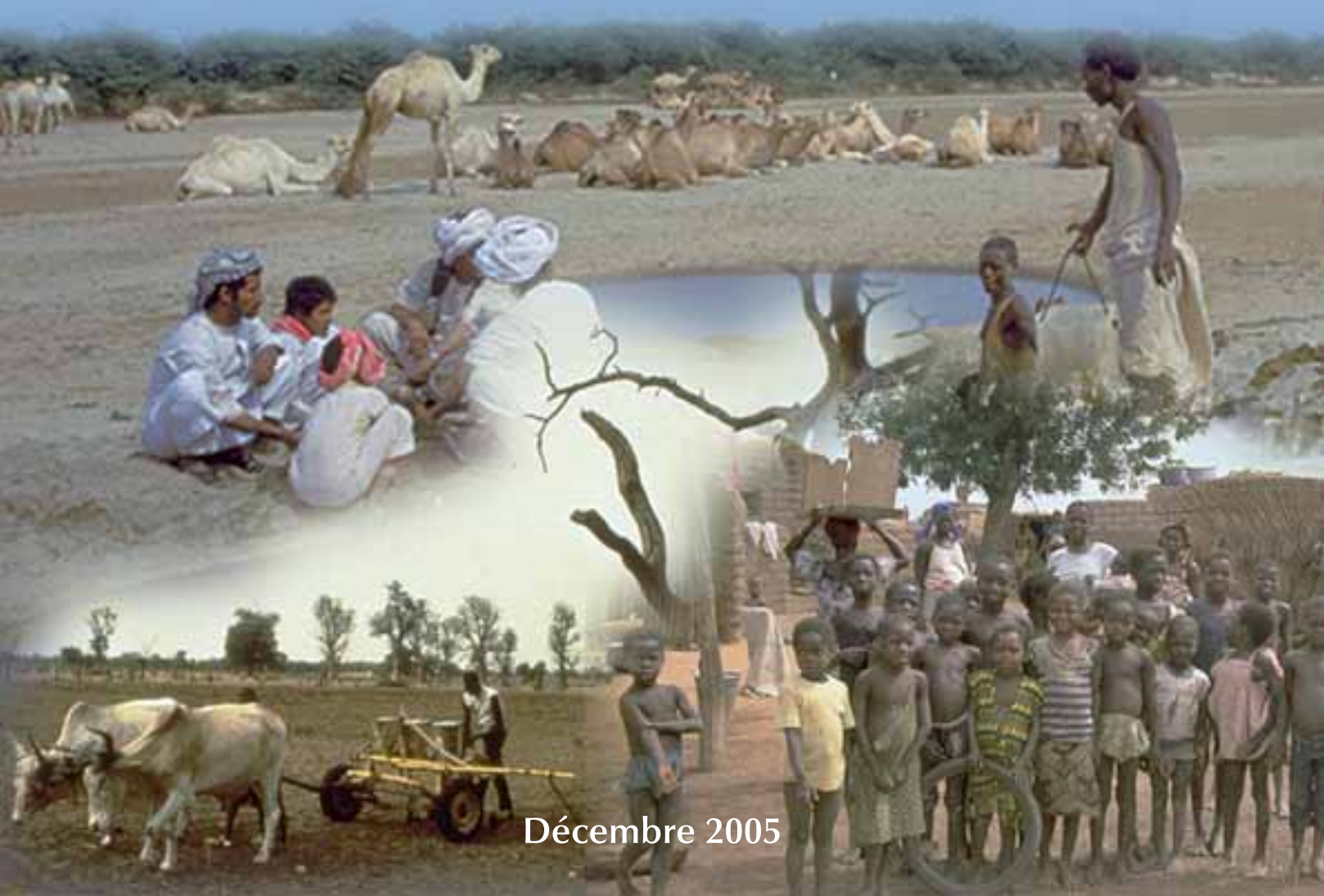
Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

DOSSIER DE PRESSE

Comité inter-états
de lutte contre
la sécheresse
dans le Sahel
Centre régional
Agrhymet

Après la famine au Niger...

Quelles actions de lutte et de recherche contre l'insécurité alimentaire au Sahel ?



Décembre 2005

Après la famine au Niger…

Quelles actions de lutte et de recherche contre l'insécurité alimentaire au Sahel ?

L'année 2005 a été marquée par les terribles images de la famine au Niger, qui faisaient écho à celles reçues en 1974 sur la famine dans le Sahel. En 2005 aussi, les médias ont rapporté les tentatives dramatiques de migrants fuyant le Sahel pour des raisons le plus souvent économiques et liées à la pauvreté.

En 2004 déjà, des images nous montraient d'impressionnantes invasions de criquets pèlerins dévastant les cultures des paysans sahéliens, envahissant les routes et bloquant les aéroports.

A cinq heures d'avion de l'Europe, le Sahel est-il une région maudite, vouée à toutes les catastrophes ? Sommes-nous impuissants ?

Pour répondre à cette vision pessimiste, deux structures de recherche, une située dans le Sahel et l'autre en France, se sont associées pour tenter de faire un diagnostic objectif de la situation et montrer qu'au-delà des apparences la situation de ces pays n'est pas sans issue : des solutions sont possibles.

Ce diagnostic est complété de pistes à explorer pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Ces idées sont le fruit d'une expérience de plus de 30 ans d'étude, d'observation et de recherche.

Comité permanent inter-états de lutte contre la sècheresse dans le Sahel – Centre régional Agrhymet
CILSS - CRA

Organisation regroupant 9 Etats membres (Burkina-Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad), le CILSS a pour objectif de lutter contre l'insécurité alimentaire, la désertification, par l'amélioration de la maîtrise de l'eau et le développement des échanges commerciaux.
Il comprend, outre son secrétariat général basé à Ouagadougou (Burkina) deux établissements spécialisés :
- l'Institut du Sahel, à Bamako, Mali, se consacre à la coordination de la recherche et à des études démographiques ;
- le Centre régional Agrhymet, situé à Niamey, Niger, a pour rôle de gérer l'information et d'assurer des formations diplômantes et permanentes.

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CIRAD

Etablissement public français de recherche appliquée au développement, le CIRAD a effectué, en partenariat avec les Institutions nationales de recherche de très nombreuses recherches et études sur la zone sahélienne.

Synopsis et sommaire

Plus de trente ans après la famine au Sahel de 1973-74, le Niger a connu une grave crise alimentaire en 2005. Entre-temps, la population a plus que doublé. Si une famine d'ampleur régionale a été évitée jusqu'ici, c'est que bien des progrès ont été réalisés.

Constat et diagnostic

Néanmoins, la faim au Sahel est une réalité durable et régionale (2). L'insuffisance de la production est bien sûr en cause, mais aussi la pauvreté (3) : les plus pauvres n'ont pas les moyens d'acquérir les vivres disponibles. Or 70 % des habitants vivent en zone rurale. La stagnation de l'agriculture est une cause majeure de cette pauvreté (4). Le Sahel pourrait être une zone de forte productivité, mais le principal facteur limitant est l'eau. Les innovations disponibles ne sont pas adoptées, car des producteurs pauvres, de surcroît souvent en mauvaise santé, ne peuvent prendre le risque d'investissements que les pluies aléatoires rendent hasardeux. La production a augmenté parce que de nouvelles terres ont été mises en culture, mais les rendements stagnent et les sols s'appauvrissent. Le parasitisme, en particulier les criquets, augmente encore l'incertitude de la production. Parallèlement, la période de sécheresse commencée dans les années 1970 se poursuit et les ressources en eau de surface sont très peu exploitées (5, 6).

1. La famine au Niger dans les médias au cœur de l'été 2005
2. La faim au Sahel : une réalité durable et régionale page 7
3. La pauvreté : un facteur structurel d'insécurité alimentaire page 8
4. L'agriculture stagne : les populations rurales restent pauvres page 9
Encadré : L'épisode acridien en 2004, une incidence faible page 11
5. Les pluies sont-elle de plus en plus rares ? Le climat change-t-il ? page 12
6. Les ressources en eau de surface sont peu exploitées page 15

Prévenir

Pour prévenir les crises, le Sahel dispose aujourd'hui d'un système performant d'alerte à moyen terme (7). Sa maintenance suppose cependant certains coûts, qui s'alourdiront avec la nécessité de faire appel à des enquêtes plus approfondies, concernant toutes les productions concourant au revenu des producteurs. D'autre part un système d'alerte n'est pleinement efficace que si les informations qu'il donne sont suivies d'effets de la part des décideurs. Dans le domaine de l'élevage pastoral, peu concerné jusqu'à ces dernières années par les systèmes d'information, un système adapté est en train d'être lancé avec le concours de tous les acteurs (8). Enfin, les chercheurs travaillent à des systèmes de prévision climatique à plus long terme, qui permettront d'anticiper la pluviosité d'une saison des pluies (9).

7. Le Sahel dispose d'un dispositif performant d'alerte à moyen terme page 17
Encadrés : Un exemple, la crise acridienne de 2004 page 20
L'information des acteurs : une nécessité, un défi page 21
8. Pour l'élevage, un système d'information en devenir page 22
9. Vers des prévisions à plus long terme page 25

Agir

Pour augmenter le revenu des producteurs, il faut développer des filières de commercialisation (10), par exemple dans le domaine des cultures maraîchères. Mais c'est le développement de l'irrigation et de la maîtrise de l'eau qui représentent les plus fortes marges de progrès (11) : 13 % des terres cultivables sont irrigables, alors que seulement 3 % des ressources en eau sont utilisées. Les très bons résultats obtenus depuis une quinzaine d'années, par exemple à l'Office du Niger, montrent que les grands périmètres peuvent atteindre d'excellents rendements sur des surfaces importantes. Mais les investissements nécessaires sont importants et l'aménagement des fleuves doit être négocié : entre les Etats, mais aussi entre les divers usages. Mais face à la croissance démographique (doublement de la population dans les 25 ans), toutes les ressources naturelles vont devenir rares et leurs usages devront être négociés entre les acteurs (12). Individus, organisations de producteurs, Etats et organisations internationales ont chacun un rôle à jouer dans la gouvernance à plusieurs niveaux qui permettra seule de relever les défis du XXI^{e} siècle au Sahel (13).

10. Développer des filières de commercialisation page 27
11. Développer l'irrigation page 29
12. Vers une gestion durable des sols page 33
13. Une gouvernance institutionnelle et politique à plusieurs niveaux page 35

ONT CONTRIBUE A CE DOSSIER

Pour le CILSS – centre Agrhymet

Abou Amani (ressources en eau)
Amadou Bocar Bal (lutte antiacridienne)
Dramane Coulibaly (famine Niger)
Hamidou Djibo (culture maraîchère)
Amadou Maktar Konate (famine Niger)
André Nonguierma (gestion du sol)
Brahima Sidibé (coordination, lutte antiacridienne)
Bonaventure Somé (précipitations)
Salif Sow – Fews net - (famine Niger)

Pour le CIRAD

Michel Benoît-Cattin (économie)
Patrick Bisson (coordination, ressource en eau, sécurité alimentaire)
Benoît Catrisse (observatoire des médias)
Didier Chabrol (coordination, édition)
Patricia Doucet (couverture)
Alexandre Ickowicz (pastoralisme)
Michel Le Coq (lutte antiacridienne)
Kako Kossivi Nubukpo (économie)
Tahar Rachadi (lutte antiacridienne)